

**Nations unies - Débat trimestriel
public sur l'Afghanistan -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**
(New York, 21 décembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de remercier l'ensemble de nos brieleurs et tout particulièrement Mme Wazma Frogh, qui incarne la voix des femmes et de la société civile, indispensables pour construire une paix durable en Afghanistan. La France s'associe d'avance au discours qui sera prononcé au nom de l'Union européenne.

Je m'en tiendrai à quatre remarques principales :

1) Je commencerai par souligner la grande préoccupation de la France face au constat de la persistance d'un niveau tragiquement élevé de violences et de souffrances en Afghanistan et l'implantation des groupes terroristes dans le pays, notamment celle de Daech. Cet état de fait et ces évolutions sont préoccupants et doivent inciter à redoubler les efforts pour y mettre fin. Comme le rappelle le rapport du Secrétaire général, les civils, et en particulier les femmes et les enfants, souffrent et continuent de payer le plus lourd tribut. Les forces afghanes, dont je tiens ici à saluer l'engagement et la détermination, luttent courageusement contre les talibans et les groupes terroristes et s'efforcent de mieux protéger les civils. Toutefois, les confrontations armées et les attaques terroristes répétées continuent de déstabiliser fortement l'ensemble du pays. À cet égard, la France prend très au sérieux l'implantation et la prolifération des groupes terroristes en Afghanistan et dans la région, notamment la présence de Daech. Elle partage pleinement la détermination des autorités afghanes et de nos alliés à lutter contre le terrorisme et son financement. Cet effort anti-terroriste, pour réussir, doit être appuyé par l'ensemble des pays de la région.

2) Ma deuxième remarque porte sur la nécessité pour le gouvernement afghan de poursuivre les réformes engagées en vue d'instaurer une gouvernance démocratique, mieux à même de servir la population. Cela concerne en particulier la réforme électorale : des avancées ont été réalisées et les préparatifs pour les élections législatives ont été engagés, en particulier au niveau de la Commission électorale indépendante. Pour autant, beaucoup reste encore à faire afin de permettre des élections libres et transparentes qu'il est crucial de tenir en 2018, en respectant le calendrier prévu, comme M. Yamamoto vient de le souligner. La France encourage les autorités afghanes à poursuivre ses efforts, avec le soutien de la MANUA.

Les réformes entamées en matière de lutte contre la corruption vont également dans la bonne

direction. Toutefois, j'aimerais profiter de la participation de M. Fedotov aujourd'hui pour m'arrêter quelques instants sur la question des stupéfiants, dont le trafic continue d'alimenter l'économie illicite, de financer l'insurrection talibane et les groupes terroristes et de menacer la santé de nombreux afghans. Le dernier rapport publié par l'ONUDC sur l'opium en Afghanistan fait état d'évolutions préoccupantes que M. Fedotov vient également de rappeler. En dépit de progrès dans les programmes d'éradication des surfaces de production de pavot dans un nombre croissant de provinces, le rapport estime que les surfaces cultivées se sont accrues et que la production potentielle d'opium à quelque 9.000 tonnes cette année, soit presque le double de l'année dernière. La France appelle les autorités afghanes à redoubler d'efforts dans ce domaine, avec le soutien de la communauté internationale et des Nations unies. À cet égard, l'Initiative du Pacte de Paris demeure un cadre privilégié d'échange entre tous les pays concernés par le trafic de stupéfiants produits en Afghanistan.

Sur le plan des droits de l'Homme enfin, la situation des femmes et des enfants reste très précaire. Le gouvernement afghan doit rester pleinement mobilisé pour mettre en oeuvre ses engagements en faveur des droits des femmes. Dans la perspective des élections qui se tiendront en 2018 pour les législatives et 2019 pour les présidentielles, la pleine participation des femmes aux processus électoraux, en tant qu'électrices et en tant que candidates, sera essentielle.

Monsieur le Président,

3) Ma troisième remarque concerne la recherche d'une solution politique négociée au conflit et la stabilisation de l'Afghanistan à long terme. La France souhaite que le processus de paix puisse être réengagé par les acteurs afghans dès que possible, avec le soutien des pays de la région et de la communauté internationale. L'engagement sincère et le soutien sans ambiguïté de tous les voisins de l'Afghanistan en faveur de la paix est indispensable. Nous demandons à chacun un effort renouvelé en ce sens et des engagements concrets. La France a pris note de l'annonce d'une nouvelle réunion du processus de Kaboul en début d'année prochaine et espère que celle-ci permettra de fédérer les initiatives existantes sous l'autorité du gouvernement afghan.

Monsieur le Président,

4) Enfin, ma quatrième et dernière remarque est relative à l'importance de conforter le soutien des Nations unies, et en particulier de la MANUA, à l'Afghanistan, autour des quatre piliers réaffirmés dans la revue stratégique élaborée cet été, à savoir : premièrement, contribuer à l'établissement de la paix en Afghanistan ; deuxièmement, faciliter l'engagement des pays de la région ; troisièmement, accompagner le dialogue entre le gouvernement et les forces politiques afghanes et quatrièmement, coordonner l'aide internationale. La France se réjouit d'avoir l'opportunité, à l'occasion de la visite du Conseil de sécurité dans quelques semaines, d'échanger avec les autorités afghanes et les acteurs de terrain sur la manière dont la communauté internationale peut continuer à soutenir l'Afghanistan.

Monsieur le Président,

Pour conclure, permettez-moi de réitérer le plein soutien de la France au gouvernement afghan et à l'action menée par les Nations unies dans la quête d'une paix durable pour tous les Afghans et toutes les Afghanes et, pour conclure, de saluer l'action et le leadership du Japon sur ce dossier tout au long de cette année. Je vous remercie./.